

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Pincourt _____

Code géographique : 71070 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

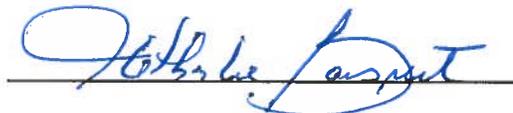
Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Boisvert, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Pincourt pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date

2014-09-26

Signature



Nathalie Boisvert

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la ville de Pincourt et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville de Pincourt et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la ville de Pincourt inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.



1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2014-09-26

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	17 508 178	17 023 200	17 007 734			17 007 734
Compensations tenant lieu de taxes	2	352 623	380 400	319 125			319 125
Quotes-parts	3					1 891 978	
Transferts	4	808 133	964 200	998 222		319 678	1 317 900
Services rendus	5	725 459	917 600	823 258		351 598	1 174 856
Imposition de droits	6	1 081 593	496 200	1 205 716			1 205 716
Amendes et pénalités	7	151 232	140 400	130 246			130 246
Intérêts	8	475 738	158 300	505 742		15 601	521 343
Autres revenus	9	29 235	17 300	49 582		34 569	84 151
	10	21 132 191	20 097 600	21 039 625		2 613 424	21 761 071
Investissement							
Taxes	11	23 823					
Quotes-parts	12						
Transferts	13	45 461	4 887 320	3 052 882		7 600	3 060 482
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	2 906		38 500			38 500
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	72 190	4 887 320	3 091 382		7 600	3 098 982
	18	21 204 381	24 984 920	24 131 007		2 621 024	24 860 053
Charges							
Administration générale	19	2 265 684	2 733 300	4 899 440	44 244		4 943 684
Sécurité publique	20	2 911 510	3 103 000	2 828 277	101 598		2 929 875
Transport	21	2 617 104	3 496 080	3 327 010	782 141	1 376 048	4 934 047
Hygiène du milieu	22	4 505 847	4 805 090	4 398 117	952 871	1 054 617	5 064 779
Santé et bien-être	23	109 434	109 450	105 644			105 644
Aménagement, urbanisme et développement	24	553 630	608 050	589 735	721		590 456
Loisirs et culture	25	2 394 119	3 303 880	2 644 922	177 142		2 822 064
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	565 516	649 850	472 219		199 584	671 803
Amortissement des immobilisations	28	1 962 090	2 072 918	2 058 717	(2 058 717)		
	29	17 884 934	20 881 618	21 324 081		2 630 249	22 062 352
Excédent (déficit) de l'exercice	30	3 319 447	4 103 302	2 806 926		(9 225)	2 797 701

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 319 447	4 103 302	2 806 926	(9 225)	2 797 701
Moins: revenus d'investissement	2	(72 190)	(4 887 320)	(3 091 382)	(7 600)	(3 098 982)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 247 257	(784 018)	(284 456)	(16 825)	(301 281)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 962 090	2 072 918	2 058 717	410 635	2 469 352
Produit de cession	5	1 500		7 024		7 024
(Gain) perte sur cession	6	6 487		(2 931)		(2 931)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 970 077	2 072 918	2 062 810	410 635	2 473 445
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			8 071		8 071
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			8 071		8 071
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	26 147		26 972		26 972
	15	26 147		26 972		26 972
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 711 797)	(1 623 300)	(1 491 912)	(390 323)	(1 882 235)
	18	(2 711 797)	(1 623 300)	(1 491 912)	(390 323)	(1 882 235)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(149 188)	(47 800)	(133 383)	(14 694)	(148 077)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	88 039	587 600	2 572 183		2 572 183
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 302 985		709 683	14 239	723 922
Réserves financières et fonds réservés	22	(161 540)	(205 400)	(218 991)	(12 997)	(231 988)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(16 707)		(7 125)	(1 306)	(8 431)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	1 063 589	334 400	2 922 367	(14 758)	2 907 609
	26	348 016	784 018	3 528 308	5 554	3 533 862
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 595 273		3 243 852	(11 271)	3 232 581

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	72 190	4 887 320	3 091 382	7 600	3 098 982
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(52 907)	(3 501 000)	(288 770)	()	(288 770)
Sécurité publique	3	(152 137)	(121 129)	(131 018)	()	(131 018)
Transport	4	(791 425)	(1 190 994)	(336 653)	(9 570)	(346 223)
Hygiène du milieu	5	(303 573)	(8 916 886)	(3 381 092)	(30 569)	(3 411 661)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	(5 499)	()	(5 499)
Loisirs et culture	8	(3 359 482)	(492 573)	(596 140)	()	(596 140)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(4 659 524)	(14 222 582)	(4 739 172)	(40 139)	(4 779 311)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(19 582)	()	(19 582)	()	(19 582)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 253 516	8 654 280	27 457		27 457
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	149 188	47 800	133 383	14 694	148 077
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	267 484	285 000	348 899		348 899
Excédent de fonctionnement affecté	16	243 466	348 182	62 403	5 117	67 520
Réserves financières et fonds réservés	17	250 157		243 629	12 728	256 357
	18	910 295	680 982	788 314	32 539	820 853
	19	(2 515 295)	(4 887 320)	(3 942 983)	(7 600)	(3 950 583)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 443 105)		(851 601)		(851 601)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012	Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 319 447	4 103 302	2 806 926	(9 225)	2 797 701
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(4 659 524)	(14 222 582)	(4 739 172)	(40 139)	(4 779 311)
Produit de cession	3	1 500		7 024		7 024
Amortissement	4	1 962 090	2 072 918	2 058 717	410 635	2 469 352
(Gain) perte sur cession	5	6 487		(2 931)		(2 931)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(2 689 447)	(12 149 664)	(2 676 362)	370 496	(2 305 866)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			8 071		8 071
Variation des stocks de fournitures	9	34 424		(25 450)	(138)	(25 588)
Variation des autres actifs non financiers	10	(56 422)		4 416	126	4 542
	11	(21 998)		(12 963)	(12)	(12 975)
	12	608 002	(8 046 362)	117 601	361 259	478 860
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	608 002	(8 046 362)	117 601	361 259	478 860
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(11 275 471)		(10 667 469)	(4 803 432)	(15 470 901)
Redressement aux exercices antérieurs	16					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(11 275 471)		(10 667 469)	(4 803 432)	(15 470 901)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(10 667 469)		(10 549 868)	(4 442 173)	(14 992 041)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2013	Total
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	5 685 737	8 257 426	1 569 597	9 827 023
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	4 387 418	7 726 927	562 934	7 868 120
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5	63 887	56 497		56 497
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	10 137 042	16 040 850	2 132 531	17 751 640
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	3 734 552	6 881 464	12 528	6 893 992
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 458 645	6 560 860	964 387	7 103 506
Revenus reportés (note 12)	13	1 134 188	182 674		182 674
Dettes à long terme (note 13)	14	14 477 126	12 965 720	5 597 789	18 563 509
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	20 804 511	26 590 718	6 574 704	32 743 681
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(10 667 469)	(10 549 868)	(4 442 173)	(14 992 041)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	51 792 880	54 469 242	9 321 953	63 791 195
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 717 923	2 709 852		2 709 852
Stocks de fournitures	20	46 464	71 914	16 157	88 071
Autres actifs non financiers (note 17)	21	168 312	163 896	975	164 871
	22	54 725 579	57 414 904	9 339 085	66 753 989
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	4 757 675	4 130 216		4 130 216
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	2 276 620	2 438 139	1 027 758	3 465 897
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(40 106)	(32 981)	(3 932)	(36 913)
Financement des investissements en cours	26	(3 724 573)	(4 584 188)	10 850	(4 573 338)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	40 788 494	44 913 850	3 862 236	48 776 086
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	44 058 110	46 865 036	4 896 912	51 761 948

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 319 447	2 806 926	(9 225)	2 797 701
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 962 090	2 058 717	410 635	2 469 352
Autres					
-	3				
- Gain/Perte placement - immob.	4	32 634	24 041		24 041
	5	5 314 171	4 889 684	401 410	5 291 094
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(531 397)	(3 339 509)	318 221	(3 021 288)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	34 657	5 102 215	145 961	5 248 176
Revenus reportés	9	562 538	(951 514)		(951 514)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11		8 071		8 071
Stocks de fournitures	12	34 424	(25 450)	(138)	(25 588)
Autres actifs non financiers	13	(56 422)	4 416	126	4 542
	14	5 357 971	5 687 913	865 580	6 553 493
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	4 659 524 ) (	4 739 172 ) (	40 139 ) (	4 779 311)
Produit de cession	16	1 500	7 024		7 024
	17	(4 658 024)	(4 732 148)	(40 139)	(4 772 287)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	19 582 ) (	19 582 ) (	) (	19 582)
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(19 582)	(19 582)		(19 582)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	2 020 855	21 683		21 683
Remboursement de la dette à long terme	24 (	2 711 797 ) (	1 559 058 ) (	422 859 ) (	1 981 917)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 764 964	3 146 912	2 325	3 149 237
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(16 408)	25 969	(48 386)	(22 417)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	1 057 614	1 635 506	(468 920)	1 166 586
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 737 979	2 571 689	356 521	2 928 210
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	3 947 758	5 685 737	1 213 076	6 898 813
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	5 685 737	8 257 426	1 569 597	9 827 023

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Rémunération	1	4 625 980	5 064 200	5 013 929	317 435	5 331 364
Charges sociales	2	990 945	1 127 600	1 101 490	75 600	1 177 090
Biens et services	3	6 908 838	6 847 800	6 900 736	1 167 856	8 068 592
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	549 190	596 800	422 822	190 870	613 692
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			32 820	8 121	40 941
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	16 326	53 050	16 577	593	17 170
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 207 067	2 762 350	2 725 300		833 322
Autres	10					
Autres organismes	11	340 068	2 273 900	342 424	459 139	801 563
Amortissement des immobilisations	12	1 962 090	2 072 918	2 058 717	410 635	2 469 352
Autres						
- Autres	13	284 430	83 000	2 709 266		2 709 266
-	14					
-	15					
	16	17 884 934	20 881 618	21 324 081	2 630 249	22 062 352

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	17 023 200	17 007 734	17 532 001
Compensations tenant lieu de taxes	2	380 400	319 125	352 623
Quotes-parts	3			
Transferts	4	6 410 445	4 378 382	1 355 780
Services rendus	5	1 251 497	1 174 856	988 788
Imposition de droits	6	496 200	1 205 716	1 081 593
Amendes et pénalités	7	140 400	130 246	151 232
Intérêts	8	158 300	521 343	487 834
Autres revenus	9	17 300	122 651	45 960
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	25 877 742	24 860 053	21 995 811
Charges				
Administration générale	12	2 787 760	4 943 684	2 315 084
Sécurité publique	13	3 206 552	2 929 875	2 999 848
Transport	14	5 181 503	4 934 047	4 445 701
Hygiène du milieu	15	5 527 787	5 064 779	5 175 715
Santé et bien-être	16	109 450	105 644	109 434
Aménagement, urbanisme et développement	17	608 771	590 456	554 351
Loisirs et culture	18	3 481 873	2 822 064	2 559 019
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	875 734	671 803	800 933
	21	21 779 430	22 062 352	18 960 085
Excédent (déficit) de l'exercice	22	4 098 312	2 797 701	3 035 726
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		48 964 247	45 928 521
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		48 964 247	45 928 521
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		51 761 948	48 964 247

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 098 312	2 797 701	3 035 726
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	14 243 631 ) (	4 779 311 ) (	4 686 972)
Produit de cession	3		7 024	1 526
Amortissement	4	2 479 745	2 469 352	2 362 707
(Gain) perte sur cession	5		(2 931)	6 716
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(11 763 886)	(2 305 866)	(2 316 023)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		8 071	
Variation des stocks de fournitures	9		(25 588)	34 342
Variation des autres actifs non financiers	10		4 542	(55 368)
	11		(12 975)	(21 026)
	12	(7 665 574)	478 860	698 677
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(7 665 574)	478 860	698 677
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(15 470 901)	(16 169 578)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(15 470 901)	(16 169 578)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(14 992 041)	(15 470 901)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	9 827 023	6 898 813
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	7 868 120	4 846 832
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	56 497	63 887
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	17 751 640	11 809 532
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	6 893 992	3 744 755
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	7 103 506	1 855 330
Revenus reportés (note 12)	13	182 674	1 134 188
Dette à long terme (note 13)	14	18 563 509	20 546 160
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	32 743 681	27 280 433
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(14 992 041)	(15 470 901)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	63 791 195	61 485 329
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 709 852	2 717 923
Stocks de fournitures	20	88 071	62 483
Autres actifs non financiers (note 17)	21	164 871	169 413
	22	66 753 989	64 435 148
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	51 761 948	48 964 247

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 797 701	3 035 726
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 469 352	2 362 707
Autres			
-	3		
- Gain/Perte placement - immob.	4	24 041	32 863
	5	5 291 094	5 431 296
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 021 288)	(520 724)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	5 248 176	(43 052)
Revenus reportés	9	(951 514)	562 538
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	8 071	
Stocks de fournitures	12	(25 588)	34 342
Autres actifs non financiers	13	4 542	(55 368)
	14	6 553 493	5 409 032
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 779 311)	(4 686 972)
Produit de cession	16	7 024	1 526
	17	(4 772 287)	(4 685 446)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(19 582)	(19 582)
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(19 582)	(19 582)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	21 683	2 020 855
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 981 917)	(3 118 528)
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 149 237	1 775 167
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(22 417)	(14 305)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 166 586	663 189
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 928 210	1 367 193
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	6 898 813	5 531 620
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	9 827 023	6 898 813

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La Ville est responsable des activités municipales à caractère local.

La Ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La Ville est responsable d'environ 8,6% des sommes à répartir entre les municipalités.

La Ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 63 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La Ville est responsable d'environ 0,32% des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages 11, 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page 21.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la Ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La Ville participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île et la Régie de l'eau de l'île-Perrot.

Les comptes de la Ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île pour l'exercice est de 17,57 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 18,56 % en début d'exercice à 18,45 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie de l'eau de l'île-Perrot pour l'exercice est de 46,87 % pour la consommation et 53,23 % pour les

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

débites réservés alors qu'il était respectivement de 50,70 % et 53,23 % en 2012.

La Ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Pincourt excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les périodes suivantes :

Infrastructures	linéaire	10,20 et 40 ans
Bâtiments	linéaire	15,30 et 40 ans
Véhicules	linéaire	10 ans
Ameublement, équipement de bureau	linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	linéaire	5,10 et 20 ans
Autres	linéaire	5 ans
Véhicules-Régie de l'eau de l'Ile-Perrot	dégressif	30%

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville, la régie et le conseil intermunicipal de transport est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le conseil intermunicipal de transport est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, "Paielements de transfert"

La ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 - "Paielements de transfert". Ce nouveau chapitre établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues des gouvernements par la ville. Il prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 242 462	941 715
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	2 188 426	938 743
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	3 051 280	2 345 737
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	472 167	254 444
Organismes municipaux	8	955 902	878 086
Autres			
- Droits de mutation	9	375 371	204 541
- Autres	10	824 974	225 281
	11	7 868 120	4 846 832
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	885 013	990 469
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	885 013	990 469
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	37 763	3 926 792
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	56 497	63 887
Autres placements	23		
	24	56 497	63 887
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	210 479 198 004
Autres régimes (REER et autres)	31	2 210 2 335
Régimes de retraite des élus municipaux	32	29 488 26 857
	33	242 177 227 196

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires

Ville de Pincourt

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 13 637 000 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel. Le montant utilisé totalisait 6 881 464 \$ au 31 décembre 2013. Ces sommes ont été empruntées dans le cadre de règlements d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

Régie de l'eau de l'Ile-Perrot

La Régie a négocié auprès de son institution financière trois marges de crédit autorisées à 23 058 959 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2013, ces marges étaient utilisées au montant de 23 535 \$ (2012; 19 166 \$). Ces sommes ont été autorisées dans le cadre de règlements d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

De plus, la Régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 500 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2013, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	5 456 310	572 094
Salaires et avantages sociaux	38	759 844	426 372
Dépôts et retenues de garantie	39	476 772	303 274
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Québec	42	201 110	210 945
- Organismes municipaux	43	42 087	167 957
- Intérêts courus sur dette L-T	44	103 507	144 981
- Autres courus et passifs	45	29 459	29 707
- REIP - Ajustement eaux usées	46	34 417	
	47	7 103 506	1 855 330
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	91 638	1 042 530
Autres			
- Revenus perçus d'avance	50	63 177	63 799
- Services payés d'avance	51	27 859	27 859
	52	182 674	1 134 188
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013					2012	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,35	2014	2035	53	18 461 810	20 359 069
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	22 711	54 609
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,71	5,71	2017	2017	59	150 283	185 683
Autres	3,99	7,89	2014	2017	60	31 667	27 344
					61	18 666 471	20 626 705
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(102 962)	(80 545)
					63	18 563 509	20 546 160

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2014	64	72	1 990 201	80	44 209	89	21 221	97	2 055 631
2015	65	73	1 868 979	81	44 209	90	16 082	98	1 929 270
2016	66	74	1 333 646	82	44 209	91	8 805	99	1 386 660
2017	67	75	1 562 080	83	33 157	92	1 740	100	1 596 977
2018	68	76	1 080 994	84		93	561	101	1 081 555
2019 et +	69	77	10 625 910	85		94	5 969	102	10 631 879
	70	78	18 461 810	86	165 784	95	54 378	103	18 681 972
Intérêts et frais accessoires				87	(15 501)			104	(15 501)
	71	79	18 461 810	88	150 283	96	54 378	105	18 666 471

Note

	2013	2012	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	(14 992 041)	(15 470 901)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108		
	109	(14 992 041)	(15 470 901)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	14 638 323	138		165		192	14 638 323
Eaux usées	111	15 153 909	139		166		193	15 153 909
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	25 054 907	140	289 423	167		194	25 344 330
Autres	113	29 179 619	141	1 638 606	168		195	30 818 225
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	3 911 956	143	3 597	170		197	3 915 553
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 380 491	145	70 108	172	44 257	199	1 406 342
Ameublement et équipement de bureau	118	965 476	146	40 563	173	(1 064)	200	1 007 103
Machinerie, outillage et équipement divers	119	2 880 695	147	295 224	174	233 967	201	2 941 952
Terrains	120	1 376 279	148	3 367	175		202	1 379 646
Autres	121	149 063	149		176		203	149 063
	122	<u>94 690 718</u>	150	<u>2 340 888</u>	177	<u>277 160</u>	204	<u>96 754 446</u>
Immobilisations en cours	123	<u>7 845 918</u>	151	<u>2 438 423</u>	178		205	<u>10 284 341</u>
	124	<u>102 536 636</u>	152	<u>4 779 311</u>	179	<u>277 160</u>	206	<u>107 038 787</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	5 191 493	153	390 037	180		207	5 581 530
Eaux usées	126	8 158 870	154	379 021	181		208	8 537 891
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	10 509 498	155	628 763	182		209	11 138 261
Autres	128	12 520 913	156	618 623	183		210	13 139 536
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 576 694	158	97 843	185		212	1 674 537
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	684 044	160	101 639	187	43 633	214	742 050
Ameublement et équipement de bureau	133	819 102	161	36 076	188	(440)	215	855 618
Machinerie, outillage et équipement divers	134	1 441 630	162	217 350	189	229 874	216	1 429 106
Autres	135	149 063	163		190		217	149 063
	136	<u>41 051 307</u>	164	<u>2 469 352</u>	191	<u>273 067</u>	218	<u>43 247 592</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>61 485 329</u>					219	<u>63 791 195</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	195 093	223		225		227	195 093
Amortissement cumulé	221	()	224	(19 509)	226	()	228	(19 509)
Valeur comptable nette	222	<u>195 093</u>					229	<u>175 584</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	2 709 852	2 717 923
	233	2 709 852	2 717 923
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	2 709 852	2 717 923
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	130 852	118 385
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	237	34 019	51 028
-	238		
	239	164 871	169 413
Note			

18. Obligations contractuelles

Les principaux engagements contractuels de la ville se détaillent comme suit (taxes nettes) :

	Montant total	2014	2015	2016	2017	2018
Évaluation municipale	131 913\$	131 913\$				
Gestion des boues de la station d'épuration	342 245	168 841	173 404			
Déchets domestiques	2 777 216	540 590	545 301	555 342	563 107	572 876
Entretien du réseau d'éclairage	30 483	30 483				
Archivage de document	2 104	2 104				
Impression de brochures pour loisirs	21 218	10 453	10 765			
Déneigement	397 074	212 976	184 098			
Services juridiques - cour municipale	22 194	9 334	12 860			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Montant total	2014	2015	2016	2017	2018
Location timbreuse	8 095\$	1 799\$	1 799\$	1 799\$	1 799\$	899\$
Rinçage unidirectionnel du réseau d'aqueduc	54 241	17 722	18 087	18 432		
Service de surveillance	39 078	39 078				
Inspection des bornes d'incendie	59 277	19 759	19 759	19 759		
Inspection et analyse des réseaux d'égout et d'aqueduc	96 082	47 682	48 400			
Marquage chaussée	108 114	54 057	54 057			
Location machinerie de voirie	174 755	34 951	34 951	34 951	34 951	34 951
Neutralisation des odeurs usine épuration	9 614	3 205	3 205	3 204		

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

À des fins de comparaison avec les réalisations 2013, certaines données du budget 2013 ont été reclassées.

22. Instruments financiers

S/O

23. Autres notes**Engagements contractuels du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île****Transport en commun**

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 952 999 \$, incluant la clause carburant, en 2013.

En mai 2010, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2010 avec trois options de renouvellement d'un an avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 5 heures par jour par véhicule, au taux horaire de 130.50 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 059 314 \$, incluant la clause carburant, en 2013.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99.00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 576 364 \$, excluant la clause

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Autres notes

carburant, en 2013.

Bail

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 60 mois se terminant le 31 décembre 2016, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 36 731\$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 130 216	4 757 675
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	3 465 897	3 334 736
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (	36 913 ) (	45 344)
Financement des investissements en cours	4	(4 573 338)	(3 713 723)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	48 776 086	44 630 903
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6		
	7	51 761 948	48 964 247

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Engagements et autre dép.	8	443 369	621 497
- Réserve pour éventualités	9	342 250	342 250
- Réserve budget - exercice sub.	10	635 300	587 600
- Réserve terrains	11	181 400	181 400
- Dépôt MDDEP	12	118 325	134 754
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	1 720 644	1 867 501
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- CIT la Presqu'île	18		114 291
- Régie de l'eau de l'Île Perrot	19	536 735	521 304
-	20		
	21	536 735	635 595
Réserves financières			
- CIT la Presqu'île	22	350 176	347 721
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27	350 176	347 721
Fonds réservés			
Fonds de roulement	28	736 014	361 120
Fonds parcs et terrains de jeux	29	71 920	80 894
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	7 817	7 328
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	42 591	34 577
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38	858 342	483 919
	39	3 465 897	3 334 736

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (18 635 ) (	21 740)
Intérêts sur la dette à long terme	41 (18 278 ) (	23 604)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()
Régimes non capitalisés	43 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()
Autres	45 () ()
Régimes non capitalisés	46 () ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()
Autres		
-	48 () ()
-	49 () ()
	50 (36 913 ) (	45 344)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () ()
	52 (36 913 ) (	45 344)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 10 850	23 467
Investissements à financer	54 (4 584 188 ) (	3 737 190)
	55 (4 573 338)	(3 713 723)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 63 791 195	61 485 329
Propriétés destinées à la revente	57 2 709 852	2 717 923
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59 56 497	63 887
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 66 557 544	64 267 139
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 18 563 509	20 546 160
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 102 962	80 545
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (885 013 ) (	990 469)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () ()
	66 17 781 458	19 636 236
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 17 781 458	19 636 236
	69 48 776 086	44 630 903

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 ()	()
Rendement espéré des actifs	35	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

2013

2012

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)

Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 _____	_____
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 _____	_____
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 3

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite à cotisations déterminées des employés de la Ville de Pincourt a été converti en deux régimes de retraite simplifiés. Dans ces deux régimes, l'employeur et l'employé versent des cotisations qui sont déterminées selon un pourcentage du salaire, soit 6% du salaire de base. Le régime de retraite simplifié destiné aux employés de la ville (cadres) est entré en vigueur le 30 septembre 2005, alors que le régime de retraite simplifié destiné aux employés syndiqués est entré en vigueur le 1er janvier 2006.

Le régime de retraite des employés de la Régie de l'eau de l'Ile Perrot est également un régime à cotisations déterminées. L'employé et la régie contribuent au régime à un taux équivalent à 7% du salaire brut régulier.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Charge de l'exercice	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations de l'employeur	89 <u>210 479</u>	<u>198 004</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Le conseil intermunicipal de transport offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6% du salaire brut de l'employé. La dépense du conseil intermunicipal de transport est représentée par la cotisation qu'il a versée

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>2 210</u>	<u>2 335</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94 7 10

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM	95	<u>6 969</u>	<u>6 212</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96	23 490	20 939
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	<u>5 998</u>	<u>5 918</u>
	98	<u>29 488</u>	<u>26 857</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale

Dette à long terme	1	13 016 160
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 584 188
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	181 400
Débiteurs	8	694 419
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	16 724 529
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
<hr/>		
Endettement net à long terme	15	5 376 863
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	22 101 392
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	327 451
Communauté métropolitaine	18	102 087
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	22 530 930
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	22 530 930
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	12 131 600	12 156 362	12 226 329
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	12 131 600	12 156 362	12 226 329
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 211 900	1 216 426	1 183 011
Égout	11	1 341 200	1 347 737	
Traitement des eaux usées	12			1 408 490
Matières résiduelles	13	1 164 900	1 172 973	1 152 876
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	51 500	52 467	51 312
Service de la dette	18	1 122 100	1 061 769	1 486 160
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			23 823
	21	4 891 600	4 851 372	5 305 672
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	4 891 600	4 851 372	5 305 672
	26	17 023 200	17 007 734	17 532 001

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	900	870	968
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	900	870	968
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	28 900	22 468	26 606
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	350 600	295 787	325 049
	35	379 500	318 255	351 655
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	380 400	319 125	352 623
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	380 400	319 125	352 623

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		311 557	492 412
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		3 167	3 656
Réseau de distribution de l'eau potable	68		4 954	5 718
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	120 300	122 863	113 503
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86		34 040	34 040
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	37 000	38 631	40 900
Autres	88	12 000	6 224	5 776
Réseau d'électricité	89			
	90	169 300	201 758	521 436
				661 965

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	450 000	45 410	45 410
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		7 600	400
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	4 437 320	3 013 246	3 013 246
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125		(5 774)	(5 774)
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	4 887 320	3 052 882	3 060 482
				45 861

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	794 900	796 464	796 464
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	794 900	796 464	796 464
TOTAL DES TRANSFERTS	139	5 851 520	4 051 104	4 378 382
				1 355 780

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			300
	143			300
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	42 700	35 775	35 775
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	42 700	35 775	35 775
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149		2 754	2 754
Enlèvement de la neige	150		22 170	22 170
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154		24 924	24 924
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			1 010
Réseau de distribution de l'eau potable	156			4 292
Traitement des eaux usées	157	253 200	288 266	288 266
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			2 494
	167	253 200	288 266	288 266
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	600	8 748	8 748
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	600	8 748	8 748
Réseau d'électricité	180			
	181	296 500	357 713	357 713
				315 682

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	6 000	19 918	2 731
Sécurité publique	183		4 991	5 399
Transport				
Réseau routier	184	40 000	4 857	11 612
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		249 813	175 887
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		101 785	82 140
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		14 418	38 731
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	575 100	421 361	356 606
Réseau d'électricité	194			
	195	621 100	465 545	673 106
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	917 600	823 258	988 788
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	30 200	188 839	107 812
Droits de mutation immobilière	198	466 000	1 016 877	973 781
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	496 200	1 205 716	1 081 593
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	140 400	130 246	151 232
INTÉRÊTS	203	158 300	505 742	487 834
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		2 931	(6 716)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210	17 300	85 151	52 676
	211	17 300	88 082	45 960

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	338 600	301 169	1 098	302 267	302 267	273 453
Application de la loi	2	30 500	40 457		40 457	40 457	36 913
Gestion financière et administrative	3	989 900	847 467	43 146	890 613	890 613	902 516
Greffe	4	477 000	392 248		392 248	392 248	268 775
Évaluation	5	121 400	128 757		128 757	128 757	55 126
Gestion du personnel	6	492 000	265 135		265 135	265 135	302 436
Autres	7	283 900	2 924 207		2 924 207	2 924 207	475 865
	8	2 733 300	4 899 440	44 244	4 943 684	4 943 684	2 315 084
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 849 200	1 586 457		1 586 457	1 586 457	1 599 525
Sécurité incendie	10	1 253 800	1 241 820	101 598	1 343 418	1 343 418	1 400 323
Sécurité civile	11						
Autres	12						
	13	3 103 000	2 828 277	101 598	2 929 875	2 929 875	2 999 848
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 196 550	1 528 440	775 761	2 304 201	2 304 201	2 149 425
Enlèvement de la neige	15	757 665	680 263	6 380	686 643	686 643	681 116
Éclairage des rues	16	248 365	230 521		230 521	230 521	216 246
Circulation et stationnement	17	184 700	163 547		163 547	163 547	173 353
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 108 800	724 239		724 239	1 549 135	1 225 561
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	3 496 080	3 327 010	782 141	4 109 151	4 934 047	4 445 701

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 409 300	1 340 827		1 340 827	853 660	886 383
Réseau de distribution de l'eau potable	24	426 400	265 397	2 256	267 653	468 611	530 843
Traitement des eaux usées	25	1 118 800	1 044 233	395 023	1 439 256	1 439 256	1 488 034
Réseaux d'égout	26	554 190	441 006	499 858	940 864	940 864	865 290
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	534 596	590 443		590 443	590 443	576 199
Élimination	28	439 004	389 088		389 088	389 088	373 545
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	126 225	151 259		151 259	151 259	198 327
Tri et conditionnement	30	99 177	73 829		73 829	73 829	62 960
Matières organiques							
Collecte et transport	31	5 300	38 530		38 530	38 530	34 017
Traitement	32						
Matériaux secs							
Autres	34		1 419		1 419	1 419	
Plan de gestion	35	43 398	43 398		43 398	43 398	56 534
Autres	36						
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	38	4 700	4 562		4 562	4 562	4 455
Autres	39	44 000	14 126	55 734	69 860	69 860	99 128
	40	4 805 090	4 398 117	952 871	5 350 988	5 064 779	5 175 715
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	109 450	105 644		105 644	105 644	109 434
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	109 450	105 644		105 644	105 644	109 434
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	472 776	446 826	721	447 547	447 547	446 915
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	58 080	58 064		58 064	58 064	50 070
Tourisme	49						
Autres	50	37 670	37 660		37 660	37 660	36 736
Autres	51	39 524	47 185		47 185	47 185	20 630
	52	608 050	589 735	721	590 456	590 456	554 351

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	529 912	472 831	60 985	533 816	533 816	519 874
Patinoires intérieures et extérieures	54	575 895	328 265	2 231	330 496	330 496	275 489
Piscines, plages et ports de plaisance	55	162 620	151 530	9 307	160 837	160 837	175 903
Parcs et terrains de jeux	56	1 262 135	1 029 442	100 199	1 129 641	1 129 641	972 319
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	321 350	236 662	192	236 854	236 854	189 396
	60	2 851 912	2 218 730	172 914	2 391 644	2 391 644	2 132 981
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	52 868	45 602	186	45 788	45 788	43 727
Bibliothèques	62	399 100	380 590	4 042	384 632	384 632	382 311
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	451 968	426 192	4 228	430 420	430 420	426 038
	67	3 303 880	2 644 922	177 142	2 822 064	2 822 064	2 559 019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	596 800	429 673		429 673	621 002	752 096
Autres frais	70		25 969		25 969	33 631	31 808
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	53 050	16 577		16 577	17 170	17 029
	73	649 850	472 219		472 219	671 803	800 933
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	2 072 918	2 058 717	(2 058 717)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la ville de Pincourt (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**



Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2014-09-26

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>17 007 734</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>17 007 734</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	17 007 734
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>17 007 734</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 664 997
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	52 467
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u>1 717 464</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>15 290 270</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>1 424 827 900</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>1 441 246 900</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 433 037 400</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>15 290 270</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 433 037 400</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	[ | 1 | ] , [ 0 | 6 | 7 | 0] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			2 424
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	8 916 886	3 342 800	243 466
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 141 505	50 249	225 949
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			14 198
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	425 544	345 159	108 436
Autres infrastructures	11		21 620	34 949
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 313 413	258 822	16 149
Édifices communautaires et récréatifs	14		137 969	3 164 040
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	27 494	256 573	569 278
Ameublement et équipement de bureau	18	43 818	41 255	14 953
Machinerie, outillage et équipement divers	19	353 922	281 358	293 130
Terrains	20		3 367	
Autres	21			
	22	14 222 582	4 739 172	4 686 972

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			2 424
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		3 342 800	243 466
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		46 954	283 785
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		370 074	99 747
Autres immobilisations	33		979 344	4 057 550
	34		4 739 172	4 686 972

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	20 359 069		1 897 259	18 461 810
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	54 609		31 898	22 711
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	185 683		35 400	150 283
Autres	6	27 344	21 683	17 360	31 667
	7	20 626 705	21 683	1 981 917	18 666 471
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	256 299			256 299
Réserves financières et fonds réservés	10	7 328		(489)	7 817
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 746 791		736 997	3 009 794
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	15 625 818	21 683	1 139 953	14 507 548
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	19 636 236	21 683	1 876 461	17 781 458
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	990 469		105 456	885 013
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	990 469		105 456	885 013
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	990 469		105 456	885 013
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	990 469		105 456	885 013
	26	20 626 705	21 683	1 981 917	18 666 471
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	20 626 705	21 683	1 981 917	18 666 471

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1	500	500	100
Évaluation	2			
Autres	3	120 800	120 090	113 831
Sécurité publique				
Police	4	6 278	6 278	4 214
Sécurité incendie	5	40 150	40 150	31 462
Sécurité civile	6			
Autres	7	46 500		
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	501 700	551 152	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 409 300	1 340 826	
Matières résiduelles	12	268 800	268 842	317 821
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	4 700	4 562	4 455
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	109 450	105 644	109 435
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18		79 316	78 914
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20		95 724	86 806
Autres	21	214 650	39 114	20 630
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	79 750	66 362	80 233
Activités culturelles	23	6 700	6 740	6 740
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 762 350	2 725 300	833 322
				847 901

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	20,00	35,00	1 327 180	328 824	1 656 004
Professionnels	2					
Cols blancs	3	24,50	35,00	858 106	219 355	1 077 461
Cols bleus	4	56,61	40,00	2 223 692	470 339	2 694 031
Policiers	5					
Pompiers	6	46,00	2,00	416 184	48 170	464 354
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	147,11		4 825 162	1 066 688	5 891 850
Élus	9	7,00		188 767	34 802	223 569
	10	154,11		5 013 929	1 101 490	6 115 419

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14			1 002 427	2 010 819
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	997 002	39 636	1 220	1 037 858
	17	997 002	1 042 063	2 012 039	4 051 104

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	40 457	27		53	40 457	79		105	40 457	131
Évaluation	2	128 757	28		54	128 757	80		106	128 757	132
Autres	3	4 730 226	29	44 244	55	4 774 470	81	19 918	107	4 754 552	133
	4	4 899 440	30	44 244	56	4 943 684	82	19 918	108	4 923 766	134
Sécurité publique											
Police	5	1 586 457	31		57	1 586 457	83		109	1 586 457	135
Sécurité incendie	6	1 241 820	32	101 598	58	1 343 418	84	40 766	110	1 302 652	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	2 828 277	35	101 598	61	2 929 875	87	40 766	113	2 889 109	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 528 440	36	775 761	62	2 304 201	88	27 041	114	2 277 160	140
Enlèvement de la neige	11	680 263	37	6 380	63	686 643	89	2 740	115	683 903	141
Autres	12	394 068	38		64	394 068	90		116	394 068	142
Transport collectif	13	724 239	39		65	724 239	91		117	724 239	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	3 327 010	41	782 141	67	4 109 151	93	29 781	119	4 079 370	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
	16	1 340 827	42		68	1 340 827	94		120	1 340 827	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	265 397	43	2 256	69	267 653	95		121	267 653	147
Traitement des eaux usées	18	1 044 233	44	395 023	70	1 439 256	96	302 684	122	1 136 572	148
Réseaux d'égout	19	441 006	45	499 858	71	940 864	97		123	940 864	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	979 531	46		72	979 531	98		124	979 531	150
Matières recyclables	21	265 037	47		73	265 037	99		125	265 037	151
Autres	22	43 398	48		74	43 398	100		126	43 398	152
Cours d'eau											
Protection de l'environnement	24	4 562	50		76	4 562	102		128	4 562	154
Autres	25	14 126	51	55 734	77	69 860	103		129	69 860	155
	26	4 398 117	52	952 871	78	5 350 988	104	302 684	130	5 048 304	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	105 644	172		187	105 644	202		217	105 644		232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159		174		189		204		219			234
	160	105 644	175		190	105 644	205		220	105 644		235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	446 826	176	721	191	447 547	206		221	447 547		236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222			237
Promotion et développement économique	163	95 724	178		193	95 724	208		223	95 724		238
Autres	164	47 185	179		194	47 185	209		224	47 185		239
	165	589 735	180	721	195	590 456	210		225	590 456		240
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	2 218 730	181	172 914	196	2 391 644	211	424 454	226	1 967 190	241	44 475
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	380 590	182	4 042	197	384 632	212	5 655	227	378 977	242	
Autres	168	45 602	183	186	198	45 788	213		228	45 788	243	
	169	2 644 922	184	177 142	199	2 822 064	214	430 109	229	2 391 955	244	44 475
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230			245
	171	18 793 145	186	2 058 717	201	20 851 862	216	823 258	231	20 028 604	246	472 219

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 603 648	4 659 524
Frais de financement	4	135 524	
Autres	5		
	6	4 739 172	4 659 524

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	4 757 675	2 973 135
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	4 757 675	2 973 135
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	3 243 852	3 595 273
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(2 572 183)	(88 039)
Activités d'investissement	6	(348 899)	(267 484)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(625 229)	(1 455 210)
Réserves financières et fonds réservés	8	(325 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(627 459)	1 784 540
Solde à la fin de l'exercice	12	4 130 216	4 757 675
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 867 501	1 958 742
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 867 501	1 958 742
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(709 683)	(1 302 985)
Activités d'investissement	17	(62 403)	(243 466)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	625 229	1 455 210
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(146 857)	(91 241)
Solde à la fin de l'exercice	22	1 720 644	1 867 501
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	409 119	496 992
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	409 119	496 992
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	218 991	161 540
Activités d'investissement	27	(243 629)	(250 157)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	325 000	
Financement des investissements en cours	29	8 014	744
	30	308 376	(87 873)
Solde à la fin de l'exercice	31	717 495	409 119

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(40 106)	(56 813)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(40 106)	(56 813)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	()	()
	43	()	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	7 125	16 707
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46	7 125	16 707
Solde à la fin de l'exercice	47	(32 981)	(40 106)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(3 724 573)	(1 280 724)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(3 724 573)	(1 280 724)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	(851 601)	(2 443 105)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(8 014)	(744)
	55	(859 615)	(2 443 849)
Solde à la fin de l'exercice	56	(4 584 188)	(3 724 573)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	40 788 494	36 647 331
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		
Solde redressé au début de l'exercice	59	40 788 494	36 647 331
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	4 125 356	4 141 163
Solde à la fin de l'exercice	63	44 913 850	40 788 494

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>509-6</u>	2 325 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 325 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 325 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre		
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement					
Montant non réservé	1 34 262	2	3	4	8 014	5	6	7	42 276
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14		
	15 34 262	16	17	18	8 014	19	20	21	42 276

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

Taxes sur la valeur foncière

Taxes générales

		Du 100 \$ d'évaluation	
Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] []	\$
Taxe foncière générale (taux variés)			
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[0] , [7] [1] [9] [7]	\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[0] , [8] [3] [7] [7]	\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[2] , [8] [4] [0] [9]	\$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[1] , [4] [3] [9] [4]	\$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] []	\$
<hr/>			
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] []	\$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)			
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] []	\$
<hr/>			
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] []	\$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)			
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] []	\$
<hr/>			
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] []	\$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)			
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] []	\$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] []	\$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	[2 | 0 | 3] , [0 | 0] \$
Égout	2	[2 | 3 | 5] , [0 | 0] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[2 | 2 | 5] , [0 | 0] \$
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	[] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette / usine eau potable	,1468	2	
Service de la dette / usine eaux usées	,0070	2	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 919, chemin Duhamel
(no) (rue)
Pincourt J7V 4G8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-8981
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-0934
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dgpincourt@videotron.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Nathalie Boisvert

Téléphone (514) 453-8981
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-0934
(ind. rég.) (numéro)

Courriel n.boisvert@villepincourt.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____